



# Communiqué

Date: le 30 octobre 1991

Pour publication: immédiate

## OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE SUR LA PAIX AU MOYEN-ORIENT

Le Premier ministre Brian Mulroney a dit aujourd'hui se réjouir de l'ouverture à Madrid de la conférence sur la paix au Moyen-Orient. Au nom de tous les Canadiens, il a exprimé l'espoir que la conférence débouchera sur une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient. Il a félicité Israël, les Palestiniens, la Jordanie, la Syrie, le Liban et l'Égypte d'avoir décidé d'y participer et a offert ses meilleurs voeux à toutes les délégations.

Le Premier ministre a signalé qu'il avait écrit aux participants pour les inviter à profiter de cette occasion sans pareille d'instaurer la paix dans cette région déchirée de la planète. Il a également écrit aux présidents Bush et Gorbatchev pour les féliciter d'avoir amené les parties à la table de négociation.

Soulignant que le Canada a toujours appuyé les efforts déployés par les États-Unis en vue d'organiser cette conférence historique, le Premier ministre a répété que le Canada est toujours prêt à venir en aide à ceux qui prennent des risques pour la cause de la paix au Moyen-Orient. Le Canada a accepté l'invitation qui lui a été faite de participer à la phase multilatérale de la conférence, qui portera sur le contrôle des armements, l'approvisionnement en eau, l'environnement, les réfugiés et d'autres questions d'intérêt général pour le Moyen-Orient.

Il a conclu en disant que le Canada ne ferait ainsi que poursuivre les efforts qu'il fournit depuis longtemps en vue d'assurer la stabilité et la sécurité au Moyen-Orient, par sa contribution aux opérations de maintien de la paix, par l'aide humanitaire et l'aide au développement qu'il accorde et par sa participation à la coalition des forces déployées dans le Golfe.



N° 6

Le 8 janvier 1992

## LE CANADA PARTICIPERA À LA CONFÉRENCE MULTILATÉRALE SUR LE MOYEN-ORIENT

L'honorable Barbara McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a annoncé aujourd'hui qu'elle allait diriger la délégation canadienne qui participera à la série de discussions multilatérales organisées dans le cadre des négociations pour la paix au Moyen-Orient, qui devraient avoir lieu à Moscou les 28 et 29 janvier. La Ministre a expliqué que ces négociations porteront sur un vaste éventail de questions régionales dont le règlement exige des efforts concertés de la communauté internationale.

«Le Canada espère que, grâce à ces pourparlers multilatéraux, les parties de la région se rendront compte des immenses avantages qu'elles pourraient retirer de leur coopération future. Selon nous, cette prise de conscience pourra à son tour avoir un effet bénéfique sur les négociations qui se déroulent entre les parties directement en cause. Le Canada a l'intention d'apporter une contribution positive au processus», a dit M<sup>me</sup> McDougall.

La Ministre a ajouté que M. Michael Bell, l'actuel ambassadeur du Canada en Israël, vient d'être réaffecté à Ottawa où il se joindra à l'équipe ministérielle de conseillers sur le Moyen-Orient. Il sera en outre l'un des principaux membres de la délégation canadienne qui participera à la conférence multilatérale.

Selon la Ministre, «les vastes connaissances et la grande expérience de la région acquises par M. Bell s'avéreront très utiles pour préparer la participation du Canada à la série de discussions multilatérales dans le cadre du processus de paix».

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias peuvent communiquer avec le :

Service des relations avec les médias  
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada  
(613) 995-1874



## **HISTORIQUE DU CONFLIT ISRAËLO-ARABE ET DE L'APPUI DU CANADA À LA PAIX AU MOYEN-ORIENT**

### **1947**

Avril

*La Grande-Bretagne annonce son intention de mettre fin au mandat sur la Palestine (établi sous les auspices de la défunte Société des Nations) au plus tard en août 1948; les Nations Unies sont saisies de la question.*

*Le juge canadien Ivan Rand fait partie de la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine (UNSCOP), qui recommande un plan visant le partage de la Palestine mandataire en deux États, l'un arabe et l'autre juif, liés par une union économique, et la désignation de Jérusalem en tant que zone internationale administrée par l'ONU. Ce plan est bien accueilli par les Juifs de Palestine, mais les Arabes s'y opposent.*

Novembre

*Le Canada vote en faveur de la résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU (AGNU) approuvant le plan de partage de la Palestine.*

### **1948**

15 mai

*Le gouvernement provisoire proclame la création de l'État d'Israël pendant la première guerre israélo-arabe.*

Décembre

*Le Canada reconnaît de fait Israël.*

### **1949**

Mai

*Le Canada vote en faveur de l'admission d'Israël au sein des pays membres de l'ONU.*

Octobre

*Le major-général canadien Howard Kennedy est le premier directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui vient d'être instauré.*

...2

1954-1956

*Le major-général canadien E.L.M. Burns dirige l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), établi en 1948 pour observer et maintenir le cessez-le-feu et aider à surveiller et à faire respecter les Conventions d'armistice général conclues entre Israël et l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Syrie. Le Canada fournit actuellement 19 observateurs à l'ONUST.*

1956

*Lester B. Pearson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures (SEAE) de l'époque, désamorce la crise de Suez et introduit le concept moderne des opérations de maintien de la paix des Nations Unies en proposant la résolution établissant la Force d'urgence des Nations Unies (FONU-I) dont le mandat est de superviser le retrait du territoire égyptien des troupes françaises, israéliennes et britanniques et d'observer ensuite les lignes de démarcation et la frontière entre les forces israéliennes et égyptiennes dans le Sinaï. Le général Burns est nommé Chef d'état-major de la FUNU.*

1957

*Lester B. Pearson reçoit le prix Nobel de la paix pour sa contribution aux activités de maintien de la paix de l'ONU au Moyen-Orient.*

1956-1967

*Le Canada fournit des unités de transmissions et de transport aérien, qui regroupent environ 1000 des 6000 hommes affectés au total à la FUNU-I.*

1967

*Juin*

*Guerre des six jours au Moyen-Orient. Israël occupe la partie jordanienne de Jérusalem, la Cisjordanie, Gaza, une partie du Plateau du Golan et le Sinaï.*

*Juillet*

*Le Canada vote en faveur de la résolution 2253 de l'Assemblée générale de l'ONU qui condamne le changement unilatéral du statut de Jérusalem par Israël.*

*Octobre*

*À titre de membre du Conseil de sécurité, le Canada vote en faveur de la résolution 242 qui reconnaît le droit de tous les États d'exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues et exige qu'Israël se retire des territoires qu'il a occupés pendant le récent conflit.*

## 1973

Octobre

*La troisième guerre israélo-arabe (guerre du Kippour) est suivie de l'établissement de la FUNU-II, dont le mandat est de surveiller le cessez-le-feu entre Israël et l'Égypte et le retrait des troupes. La FUNU-II est supprimée en 1979 à la suite des accords de Camp David. Le Canada a fourni 1 150 hommes à la force qui comptait un total de 6 000 hommes.*

*Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 338 qui demande la mise en oeuvre de la résolution 242 et le début de "négociations entre les parties en cause, sous des auspices appropriées, dans le but d'établir une paix juste et durable au Moyen-Orient". Ce principe a été un élément constant de la politique canadienne relative au Moyen-Orient.*

## 1974

Octobre-Novembre

*La Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement au Moyen-Orient (FNUOD) est mise en place pour contrôler une zone neutre établie aux termes de l'accord instaurant le désengagement sur le Plateau du Golan à la suite de la guerre de 1973. Cette force est toujours en place aujourd'hui, et 220 soldats canadiens fournissent des services techniques, de communications et de logistique aux 1 330 membres de la force.*

*Le Canada s'abstient lors du vote de la résolution 3210 de l'ONU invitant l'OLP à prendre part aux délibérations de l'Assemblée générale et s'oppose à la résolution 3236 qui accorde à l'OLP le statut d'observateur à l'Assemblée générale et à toutes les conférences internationales.*

## 1975

Novembre

*Le Canada fait opposition à la résolution 3379 qui déclare que le sionisme est une forme de racisme.*

## 1976

Janvier

*L'honorable Allan MacEachen, SEAE du Canada, se rend en Égypte, en Arabie saoudite, en Jordanie, en Irak et en Israël.*

1977

Octobre *L'honorable Don Jamieson, SEAE du Canada, se rend en mission d'investigation en Égypte et en Israël.*

1978

Septembre *Accords de Camp David: accords de paix entre l'Égypte et Israël, qui donnent lieu au retrait des troupes israéliennes du Sinaï en 1982. Cependant, le cadre établi pour régler le problème palestinien ne produit finalement aucun résultat.*

*Suite à l'invasion du sud du Liban par Israël, création de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) chargée de confirmer le retrait d'Israël et d'aider le Liban à reprendre la région en main. Le Canada envoie 120 hommes pendant les six premiers mois.*

1980

Février *L'honorable Robert Stanfield remet son rapport final sur les relations du Canada avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.*

1982

Juin *À la suite de l'invasion israélienne au Liban, la Chambre des communes adopte à l'unanimité une motion appuyant la résolution 509 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui exigeait le retrait des troupes israéliennes jusqu'aux frontières avec le Liban.*

1983

Octobre *Allan MacEachern, SEAE, se rend en Syrie, en Égypte, en Jordanie, au Liban et en Israël.*

**1985**

*À la demande d'Israël et de l'Égypte, le Canada commence à prendre part à la Force multinationale et Observateurs (FMO), force de maintien de la paix établie dans la péninsule du Sinaï en 1982 dans le cadre des accords de Camp David. Le Canada a fourni 8 équipages et soutien d'hélicoptères jusqu'en 1990, année où la FMO a décidé le retrait des hélicoptères pour réduire les coûts. À l'heure actuelle, 25 Canadiens sont affectés à cette mission.*

**1986**

*Avril*

*Le très honorable Joe Clark, SEAE du Canada, se rend en Jordanie, en Arabie saoudite, en Égypte et en Israël.*

*Décembre*

*Le Canada appuie le projet de convoquer une conférence internationale pour la paix, à condition qu'elle soit bien préparée, en tant que mécanisme permettant de faire avancer de façon concrète le processus de paix.*

**1987**

*Novembre*

*Soulèvement palestinien (Intifada) dans les territoires occupés par Israël depuis 1967.*

**1988**

*Février*

*Les membres du Comité permanent des affaires étrangères de la Chambre des communes se rendent en Jordanie, en Égypte et en Israël.*

*Décembre*

*Le Canada s'abstient lors du vote de la résolution 43/177 de l'ONU concernant un État palestinien. L'État palestinien, proclamé à Alger en novembre 1988 par le Conseil national palestinien, n'est pas reconnu par le Canada.*

**1989**

*Mars*

*L'honorable Joe Clark, SEAE, annonce que le Canada va supprimer les restrictions imposées aux relations avec l'OLP, et qu'il appuie le principe de l'autodétermination des Palestiniens dans le contexte des négociations de paix.*





**1992**

*Janvier*

*Le total cumulatif des contributions canadiennes à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) depuis 1949 dépasse les \$140 millions.*

*La première session de la phase multilatérale des négociations de paix sur le Moyen-Orient a lieu à Moscou. L'honorable Barbara McDougall, SEAE, dirige la délégation canadienne.*



## **L'ENGAGEMENT DU CANADA EN FAVEUR DE LA PAIX ET DE LA STABILITÉ AU MOYEN-ORIENT**

*Les opérations de maintien de la paix ont permis au Canada d'entretenir, depuis 1954, un contact étroit et continu avec le Moyen-Orient. En fait, le Canada a joué, en 1956, un rôle de premier plan dans le règlement de la crise de Suez et l'introduction du concept moderne des missions de maintien de la paix des Nations Unies. Cela a d'ailleurs valu à Lester B. Pearson de recevoir le prix Nobel de la paix. Le Canada a participé à toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient.*

*En ce moment, le Canada participe aux missions suivantes de maintien de la paix au Moyen-Orient et au Maghreb:*

- \* *Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST): observe et fait rapport sur l'armistice de 1948 et les violations survenant en Egypte, en Israël, en Jordanie, au Liban et en Syrie. En place depuis 1954. 19 Canadiens y sont affectés.*
- \* *Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement au Moyen-Orient (FNUOD): supervise le désengagement israélo-syrien sur le Plateau du Golan. En place depuis 1974. 224 Canadiens y participent.*
- \* *Force multinationale et Observateurs (FMO): surveille le désengagement des zones entre Israël et l'Egypte en vertu des accords de Camp David. En place depuis 1986. Équipes et soutiens d'hélicoptères (140 personnes) de 1986 à 1990. 25 Canadiens présentement affectés à la FMO.*
- \* *Mission d'observation des Nations Unies en Irak et au Koweït (MONUIK): déployée au Koweït suite au cessez-le-feu dans la guerre du Golfe. En place depuis mai 1991. 86 Canadiens y participent.*
- \* *Commission spéciale des Nations Unies (COSONU): enquête sur les armes de destruction massive de l'Irak suite aux accords de cessez-le-feu dans la guerre du Golfe. Des Canadiens ont participé à 12 des 25 inspections internationales effectuées jusqu'à maintenant en Irak.*
- \* *Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO): a le mandat d'organiser un référendum sur l'indépendance du Sahara occidental ou son intégration au Maroc. En place depuis 1991. 36 Canadiens y participent.*

...2

*Les précédentes opérations de maintien de la paix de l'ONU au Moyen-Orient auxquelles le Canada a participé sont les suivantes:*

	<i>ENDROIT</i>	<i>DATES</i>	<i>CONTRIBUTION MAXIMALE DES TROUPES</i>
<i>Force d'urgence des Nations Unies (FUNU-1)</i>	<i>Égypte</i>	<i>1956-67</i>	<i>1,007</i>
<i>Groupe d'observation des Nations Unies au Liban (GONUL)</i>	<i>Liban</i>	<i>1958-59</i>	<i>77</i>
<i>Mission d'observation des Nations Unies au Yémen (MONUY)</i>	<i>Yémen</i>	<i>1963-64</i>	<i>36</i>
<i>Force d'urgence des Nations Unies (FUNU-2)</i>	<i>Égypte</i>	<i>1973-79</i>	<i>1,145</i>
<i>Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)</i>	<i>Liban</i>	<i>1978 (Avr à Sep)</i>	<i>117</i>
<i>Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Iran et en Irak (GOMNUII)</i>	<i>Iran/Iraq</i>	<i>1988-91</i>	<i>510</i>



## **LA PAIX AU MOYEN-ORIENT**

### *Implications mondiales de l'instabilité régionale*

*Le Moyen-Orient, véritable noeud de communications vitales au point de rencontre de trois continents, a longtemps été une région d'importance stratégique. Plus récemment, la concentration sans égale de pétrole a permis à cette région de jouer un rôle de premier plan au sein de l'économie mondiale. Il est donc naturel que la violence et les conflits qui y sévissent depuis plus de quarante ans, et le prix tragique de cette situation sur le plan humain, préoccupent beaucoup la communauté internationale dans son ensemble.*

### *Le conflit israélo-arabe*

*Les causes des problèmes qui affectent cette région sont nombreuses et complexes. Au centre de cette situation (mais c'est loin d'en être le seul élément) se trouve le conflit qui oppose Israël à ses voisins arabes: depuis la création de l'État d'Israël en 1948, la plupart des États arabes sont officiellement en guerre avec lui. Depuis la guerre des six jours de 1967, ce conflit se confond avec celui du statut des Territoires occupés par Israël en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, dans le secteur est de Jérusalem et sur le Plateau du Golan, ainsi que la question des droits du peuple palestinien. Mis à part les accords de Camp David et l'accord de paix de 1979 entre Israël et l'Égypte, qui a donné lieu au retrait d'Israël du Sinaï en 1982, les tentatives en vue de régler ces différends ont toujours échoué.*

### *Le processus de paix de Madrid*

*Lancé par les États-Unis et l'ancienne URSS en octobre 1991, ce processus de paix est le dernier effort en date visant à trouver une solution au conflit israélo-arabe et à tirer parti des perspectives créées par l'après-guerre du Golfe et l'après-guerre froide. À Madrid, pour la première fois depuis la création d'Israël, des représentants des États arabes et d'Israël et des Palestiniens se sont retrouvés autour de la même table pour parler de paix. Cet événement a permis de franchir une nouvelle étape encore plus importante, car il a mis en action une série de négociations bilatérales entre Israël et ses voisins qui participent au processus.*

*Les deux premières séries de négociations bilatérales ont eu lieu à Washington, en décembre et en janvier. Il est évident que ces négociations seront inévitablement longues et difficiles, étant donné les émotions profondes que la question suscite chez toutes les parties et les compromis auxquels il faudra consentir pour en arriver à une paix durable.*

...2

### **Les négociations multilatérales**

*Les États-Unis et la Russie souhaitent lancer la phase suivante du processus de Madrid. Les ministres des Affaires étrangères des pays de la région et de certains autres pays ont été invités à se rendre à Moscou, le 28 janvier, "afin d'y organiser des négociations multilatérales sur des questions d'intérêt régional".*

*On estime que de telles négociations permettront aux participants de concentrer tous leurs efforts sur des questions qui transcendent les frontières nationales et concernent le bien-être de tous les habitants de la région. Ces pourparlers devraient porter sur toute une gamme de questions régionales dont la solution exige des efforts concertés de la communauté internationale.*

*La première journée de la réunion de Moscou sera consacrée aux discours des ministres des Affaires étrangères et des chefs de délégation. Au cours de la deuxième journée, on traitera de l'organisation pratique des débats futurs sur des sujets d'intérêt commun, qui auront été proposés par les ministres. Bien que l'ordre du jour ne soit pas encore arrêté de façon définitive, on s'attend à ce que, au début, les discussions portent principalement sur les questions de contrôle des armements, de développement économique, de ressources en eau et d'environnement.*

### **Perspective canadienne**

*Le Canada, qui est l'un des pays invités n'appartenant pas à la région, aura pour objectif principal d'appuyer les efforts des deux pays organisateurs et de tous les participants en vue de faire avancer le processus de paix global. Il est évident que la résolution du conflit israélo-arabe incombe avant tout aux parties qui prennent part aux négociations bilatérales directes, que les négociations multilatérales ne prétendent nullement remplacer.*

*Les négociations multilatérales pourraient cependant donner l'occasion aux parties de se rendre compte des avantages concrets qu'elles retireraient d'un éventuel règlement politique global et d'avoir une vision plus optimiste de l'avenir du Moyen-Orient. Le Canada, qui possède des connaissances pratiques dans des domaines tels que le désarmement et la gestion des ressources en eau, une longue expérience des opérations de maintien de la paix au Moyen-Orient et des relations bien établies dans de nombreux pays de la région, espère pouvoir contribuer à l'édification d'un tel avenir. À cette fin, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures a échangé de la correspondance et eu des discussions avec le secrétaire d'État américain James Baker et d'autres collègues, et des hauts fonctionnaires canadiens ont consulté des représentants des pays participants, tant de la région que de l'extérieur, pour préparer la conférence de Moscou.*



**BACKGROUND**

**DOCUMENTATION  
DE BASE**

**RELATIONS BILATÉRALES ET  
INTÉRÊTS CANADIENS AU MOYEN-ORIENT**

*Au cours des deux dernières décennies, le Canada a développé un vaste réseau de relations bilatérales avec chacun des pays du Moyen-Orient et du Maghreb. Ces relations témoignent de liens culturels et religieux profonds avec la région, ainsi que des liens familiaux et d'amitié qui unissent des milliers de Canadiens avec les peuples du Moyen-Orient (plus de 250,000 personnes originaires du Moyen-Orient et du Maghreb se sont établies au Canada depuis la deuxième guerre mondiale). Ces relations reflètent également une complémentarité croissante d'intérêts commerciaux entre le Canada et plusieurs pays de la région. Le Canada s'est aussi impliqué très activement dans la diplomatie et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient.*

*Pour appuyer ces multiples intérêts, le gouvernement du Canada maintient des relations diplomatiques avec tous les pays du Moyen-Orient et du Maghreb. Des missions canadiennes permanentes existent en Algérie, en Arabie saoudite, en Egypte, en Iran, en Irak (fermée temporairement), en Israël, en Jordanie, au Koweït, au Maroc, en Syrie et en Tunisie. Douze États du Moyen-Orient et du Maghreb ont des ambassades au Canada.*

*Les statistiques ci-jointes donnent un aperçu de l'importance des intérêts économiques du Canada au Moyen-Orient et au Maghreb, intérêts dont on s'attend à ce qu'ils bénéficient grandement du maintien de la paix et d'une stabilité accrue dans la région. Les pays de cette partie du monde représentent un marché d'exportation de plus de \$1,5 milliard pour les produits canadiens. La valeur de ce marché dépasse les \$2 milliards quand on y ajoute le secteur des services.*

**COMMERCE CANADA/MOYEN-ORIENT**  
(*'000*)

EXPORTATIONS CDNNES	DEC 1987	DEC 1988	DEC 1989	DEC 1990	OCT 1991
ARABIE SAOUDITE	267,862	202,535	337,220	273,466	208,619
BAHREIN	11,439	3,994	6,476	2,603	3,804
E.A.U	22,292	23,604	32,083	29,127	24,404
IRAN	168,093	140,166	299,102	355,508	254,556
IRAK	19,636	191,444	258,109	118,041	0
ISRAËL	146,321	124,897	118,780	129,454	114,403
JORDANIE	5,713	13,078	6,608	5,542	19,914
KOWEIT	20,133	22,526	20,743	34,283	330,855
LIBAN	10,139	13,948	6,637	7,805	10,754
OMAN	4,050	7,867	4,233	6,505	6,860
QATAR	3,616	5,687	5,375	4,720	7,208
SYRIE	8,875	4,133	5,833	8,090	6,860
YÉMEN-SUD	5,706	1,327	2,679	5,940	2,718
YÉMEN-NORD	2,819	5,469	8,937	9,489	9,272
<b>TOTAL</b>	<b>909,004</b>	<b>887,924</b>	<b>1,234,888</b>	<b>1,115,314</b>	<b>1,000,227</b>

IMPORTATIONS CDNNES	DEC 1987	DEC 1988	DEC 1989	DEC 1990	OCT 1991
ARABIE SAOUDITE	175,134	95,407	253,248	634,718	415,028
BAHREIN	1,649	7,396	7,222	9,062	1,887
E.A.U	48,698	46,765	36,207	58,050	22,546
IRAN	110,304	70,327	163,490	20,943	36,287
IRAK	80,801	8,774	61,836	112,728	149
ISRAËL	116,355	124,579	148,878	124,505	102,638
JORDANIE	58	183	283	583	268
KOWEIT	564	2,297	783	1,621	10
LIBAN	1,570	6,374	4,006	3,143	3,475
OMAN	4,380	49,617	57	156	3,179
QATAR	290	0	0	1,064	2,695
SYRIE	439	300	152	63	13,795
YÉMEN-SUD	1,013	0	434	0	14,429
YÉMEN-NORD	82	230	207	15,161	12,071
<b>TOTAL</b>	<b>621,121</b>	<b>393,060</b>	<b>687,724</b>	<b>991,324</b>	<b>628,457</b>

**COMMERCE CANADA/AFRIQUE DU NORD**  
(*'00,000*)

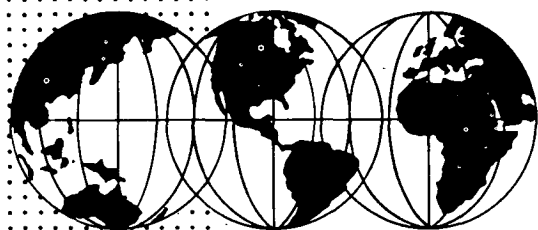
EXPORTATIONS CDNNES	1987	1988	1989	1990	1991
ALGÉRIE	201.8	289.1	299.3	291.8	175.2 sep
ÉGYPTE	85.4	73.7	61.2	75.3	92.5 oct
LIBYE	29.7	56.7	67.4	53.0	44.7 oct
MAROC	203.7	278.6	120.9	234.8	130.3 sep
TUNISIE	75.6	74.7	40.2	53.5	44.4 sep

IMPORTATIONS CDNNES	1987	1988	1989	1990	1991
ALGÉRIE	28.2	17.3	29.8	62.0	36.6 sep
ÉGYPTE	33.5	25.2	5.3	9.4	10.4 oct
LIBYE	0	5.2	5.5	0	0
MAROC	30.3	46.3	39.3	39.7	36.6 sep
TUNISIE	2.5	3.9	2.1	2.8	5.8 sep





# DOSSIER DÉVELOPPEMENT



L'aide canadienne au développement au Moyen-Orient a débuté en 1949, lors d'une première contribution à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Depuis lors, des fonds totalisant plus de 650 millions de dollars CAN ont été accordés en aide au développement au Moyen-Orient par l'entremise d'une variété de programmes.

L'aide canadienne au développement est acheminée au Moyen-Orient grâce à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), tandis que le Centre de recherches pour le développement international (CDRI) favorise les recherches dans ce domaine.

## AIDE CANADIENNE AU DÉVELOPPEMENT AU MOYEN-ORIENT

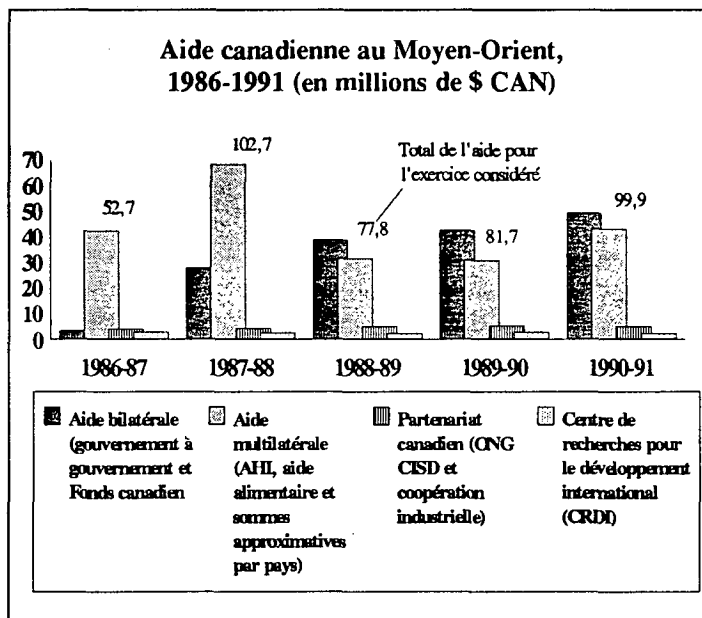
### Les programmes bilatéraux

En 1976, le Canada créait en Égypte son premier programme d'aide bilatérale (de gouvernement à gouvernement) au Moyen-Orient. En 1986, la Jordanie bénéficiait à son tour d'un programme d'aide bilatérale. La région profite aussi de l'aide canadienne apportée grâce au **Fonds canadien pour les initiatives locales** (ou Fonds canadien). Le Fonds canadien permet de soutenir les projets de moindre envergure, en vue de fournir de l'aide technique, économique, culturelle, sociale et dans le domaine de l'éducation aux populations locales. Géré par les ambassades canadiennes à Amman, à Ankara, au Caire, à Damas, à Ryadh et à Tel Aviv (pour les territoires occupés par Israël), le Fonds canadien représente une méthode rapide et souple pour répondre aux besoins de base locaux.

### Les programmes de partenariat canadien

Le Canada appuie à l'heure actuelle 15 projets d'organisations non gouvernementales (ONG) en Jordanie, au Liban, au Yémen, et dans les territoires occupés par Israël. Ces projets portent sur la santé, l'éducation, la formation professionnelle, l'agriculture et les ressources hydriques. L'aide de l'ACDI aux ONG oeuvrant au Moyen-Orient s'est chiffrée à plus de 1 million de dollars CAN en 1990-1991.

Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI vise à promouvoir la coopération entre le secteur privé canadien et les pays en développement par l'entremise de coentreprises, de contrats de concession de licence, de contrats de gestion à long terme et d'ententes de coproduction. Les déboursés du Programme de coopération industrielle au Moyen-Orient ont totalisé 2,3 millions de dollars CAN en 1990-1991.



Les projets de **Coopération institutionnelle et services au développement (CISD)** ont pour objectif de favoriser les liens entre le Canada et les institutions du pays bénéficiaire en vue de renforcer les capacités locales et de promouvoir un partenariat durable. L'aide aux projets CISD au Moyen-Orient s'est chiffrée à plus de 1,6 million de dollars CAN en 1990-1991.

### Les programmes multilatéraux

L'aide alimentaire canadienne a été créée en vue d'accroître la disponibilité des vivres durant les pénuries alimentaires causées par des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, d'alléger le déficit de la balance des paiements provoqué par les importations coûteuses d'aliments, et d'offrir des nourissants de base aux groupes les plus vulnérables de la population. La contribution canadienne à l'aide alimentaire au Moyen-Orient en 1990-1991 s'est chiffrée à plus de 5,3 millions de dollars CAN. Les principaux bénéficiaires de l'aide alimentaire canadienne au Moyen-Orient sont l'Égypte, les territoires occupés par Israël et la Jordanie.

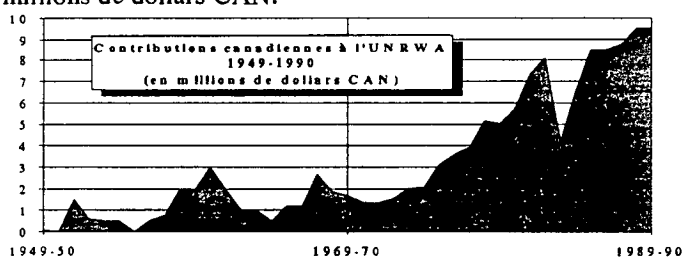


**Office de secours et de travaux des Nations Unies  
pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient  
(UNRWA)**

**Faits saillants de l'assistance humanitaire canadienne**

L'UNRWA a été fondée en 1948 à titre d'organisme subsidiaire de l'Assemblée générale des Nations Unies afin de fournir une éducation de base, des soins de santé et des services sociaux et d'aide à 2,4 millions de réfugiés palestiniens reconnus en Jordanie, en Syrie, au Liban et dans les territoires occupés par Israël.

Depuis 1949, l'aide canadienne en vue de soutenir les efforts de l'UNRWA ne s'est jamais démentie. Le cumul des contributions canadiennes envers l'UNRWA s'élève à plus de 140 millions de dollars CAN.



L'Assistance humanitaire internationale (AHI) est fournie aux victimes de catastrophes naturelles ou d'origine humaine par l'entremise d'institutions internationales, ainsi que d'ONG canadiennes et internationales. En réponse aux demandes d'aide d'organisations telles que UNICEF, UNRWA, le Comité international de la Croix-Rouge et le Conseil œcuménique des Églises, le Canada a octroyé plus de 10,4 millions de dollars CAN en aide humanitaire au Moyen-Orient en 1990-1991.

**Le Centre de recherches pour le développement  
international (CRDI)**

Le CRDI a vu le jour en 1969 suite à une décision du Parlement en vue d'encourager la recherche sur les questions de développement. L'organisme oeuvre au Moyen-Orient depuis 1982 et soutient à l'heure actuelle des activités en Égypte, dans les territoires occupés par Israël, en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Turquie et au Yémen. Par l'entremise du CRDI, le Canada a déboursé 2,26 millions de dollars CAN en 1990-1991 en aide au développement au Moyen-Orient.

**La Corporation Pétro-Canada pour l'assistance  
internationale (PCAI)**

La Corporation Pétro-Canada pour l'assistance internationale (PCAI) a été fondée en 1981 en vue d'aider les pays en développement à réduire leur dépendance aux importations de pétrole, en mettant l'accent sur la prospection et l'exploitation

des réserves de pétrole locales. Au Moyen-Orient, la PCAI n'oeuvre à l'heure actuelle qu'en Jordanie, et ce depuis 1987, et a mis à la disposition de la «Natural Resource Authority» (NRA) des spécialistes en pétrole, des services de formation de l'équipement et autres. Le gouvernement canadien a procédé à la dissolution de la société en 1991 et l'ACDI assume maintenant les responsabilités qui lui incombent. On prévoit qu'en 1994, l'aide totale de l'ACDI-PCAI à la Jordanie s'élèvera à 47,1 millions de dollars CAN.

**Aide canadienne au développement  
(en millions de dollars CAN)**

	1989-1990	1990-1991
Égypte	37,7	46,5
Territoires occupés	1,3	4,2
Jordanie	22,9	24,8
Liban	3,6	2,9
Autres (Syrie, Iran, Irak, Turquie, Yémen)	14,8	21,1

**Secours canadiens en réponse à la Crise du Golfe**

La Crise du Golfe de 1990-1991 a eu des répercussions importantes sur plusieurs pays en développement de la région du Moyen-Orient et ailleurs dans le monde. En réponse à cette crise, le Canada a mis immédiatement à la disposition de la Jordanie, de l'Égypte et de la Turquie, soit les pays les plus gravement touchés par l'afflux de réfugiés et de rapatriés, un programme de secours d'urgence d'un montant de 77,5 millions de dollars CAN comprenant des sommes allouées à la réinstallation et la réintégration des travailleurs déplacés et de leur famille, des contributions aux organismes internationaux oeuvrant dans le domaine des secours aux réfugiés et autres. Ce programme sera pleinement opérationnel à la fin de l'exercice 1991-1992.

En plus du programme de secours d'urgence, le Canada a aussi mis sur pied un programme d'aide économique et humanitaire pour contrer les effets néfastes de la guerre du Golfe de 46,75 millions de dollars CAN. Échelonné sur plusieurs années, ce programme a pour objectif d'aider les pays les plus touchés par la guerre aux plans alimentaire et humanitaire et par des programmes de coopération étendus.

**Conférence de paix au Moyen-Orient**

En réponse à une invitation des copromoteurs, le Canada participera à la phase multilatérale de la Conférence de paix au Moyen-Orient, afin de cerner quelques vastes questions d'ordre régional et les problèmes qui nécessitent l'aide de la communauté internationale. Le Canada compte y jouer un rôle de soutien positif, grâce à sa grande expérience et son expertise dans les négociations multilatérales et le développement régional.

Pour plus d'information, veuillez vous adresser à :

ACDI, Direction générale des communications  
200, Promenade du Portage, Hull (Québec) K1A 0G4  
N° de téléphone : (819) 953-6060

(also available in English)

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20068894 6

DOCS

CA1 EA 91P65 EXF

Prime Minister welcomes opening of  
Middle East Peace Conference. --

43262879



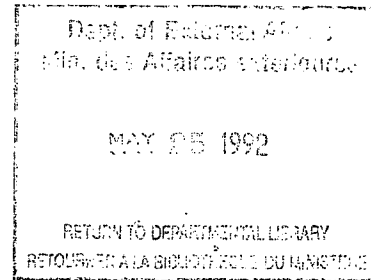
60984 81800

doc  
CA1  
EA  
91P65  
EXF

DOCS  
CA1 EA 91P65 EXF  
Prime Minister welcomes opening of  
Middle East Peace Conference. --  
43262879



# Release



Date: October 30, 1991

For release: Immediate

## PRIME MINISTER WELCOMES OPENING OF MIDDLE EAST PEACE CONFERENCE

Prime Minister Brian Mulroney today welcomed the opening of the Middle East peace conference in Madrid. On behalf of all Canadians he expressed the hope that the conference will lead to a just, lasting and comprehensive peace in the Middle East. He praised the decision of Israel, the Palestinians, Jordan, Syria, Lebanon and Egypt to attend this conference and wished all the delegations well.

The Prime Minister noted that he had written to the participants in the conference to urge them to seize this unparalleled opportunity to bring peace to the strife-torn region. He had also written to President Bush and President Gorbachev to congratulate them on bringing the parties together.

Stressing Canada's consistent support for the USA efforts to convene this historic conference, the Prime Minister reiterated that Canada stands ready to help those who take risks for peace in the Middle East. Canada has accepted an invitation to contribute to the multilateral phase of the conference, which will discuss arms control, water, environment, refugees and other issues of general concern to the Middle East.

The Prime Minister noted Canada's contribution would be an extension of our longstanding efforts to ensure security and stability in the Middle East, through contributions to peacekeeping forces, humanitarian and development assistance, and participation in the Gulf War coalition.



No. 6

January 8, 1992

## CANADA TO ATTEND MIDDLE EAST MULTILATERAL CONFERENCE

The Secretary of State for External Affairs, the Honourable Barbara McDougall, announced today that she will lead the Canadian delegation to the multilateral round of the Middle East peace negotiations, scheduled to take place in Moscow on January 28 and 29. The Minister explained that these negotiations will deal with a wide variety of regional questions whose solutions require concerted international efforts.

"Canada hopes that the multilateral talks will help the parties in the region realize the considerable benefits to be gained from future co-operation. We believe that this, in turn, can have a beneficial effect on the negotiations between the parties directly involved. Canada intends to make a constructive contribution to the process," Mrs. McDougall said.

The Minister said that Canada's current Ambassador to Israel, Mr. Michael Bell, is being reassigned to Ottawa to join her team of advisors on the Middle East and will be a senior member of the Canadian delegation to the multilateral conference.

"Mr. Bell's vast knowledge and experience in the region will be invaluable in the preparation of Canada's contribution to the multilateral round of the peace process," the Minister said.

- 30 -

For further information, media representatives may contact:

Media Relations Office  
External Affairs and International Trade Canada  
(613) 995-1874



## **THE ARAB-ISRAELI DISPUTE AND CANADIAN SUPPORT FOR PEACE IN THE MIDDLE EAST: A CHRONOLOGY**

### **1947**

*April*

*Britain announces its intention to end its Mandate for Palestine (established under the defunct League of Nations) no later than August 1948; the United Nations becomes seized of the problem.*

*Canada's Mr. Justice Ivan Rand participates in the UN Special Committee of Observation on Palestine (UNSCOP), which recommends plan for partition of mandatory Palestine into two states, one Arab and one Jewish, with economic union and Jerusalem as an international zone administered by the UN. Plan is welcomed by Jews of Palestine but opposed by Arabs.*

*November*

*Canada votes in favour of UN General Assembly Resolution 181, approving plan for partition of Palestine.*

### **1948**

*15 May*

*State of Israel is declared by provisional government amidst first Arab-Israeli War.*

*December*

*Canada grants de facto recognition to Israel.*

### **1949**

*May*

*Canada votes in favour of admitting Israel as a member to the UN.*

*October*

*Canada's Major-General Howard Kennedy is first Director of newly-established UN Relief and Works Agency (UNRWA) for Palestinian refugees in the Near East.*

...2



- 1954-56** *Canada's Major-General E.L.M. Burns heads UN Truce Supervisory Organization (UNTSO) which had been established in 1948 "to observe and maintain the cease-fire and to assist in the supervision and observance of the General Armistice Agreement concluded between Israel and Egypt, Lebanon, Jordan and Syria." Canada currently provides 19 observers to UNTSO.*
- 1956** *Defusing the Suez Crisis, and introducing the modern-day concept of UN peacekeeping operations, Canada's then-Secretary of State for External Affairs, Lester B. Pearson, initiates UN Resolution establishing the UN Emergency Force (UNEF-I) with mandate to supervise withdrawal of French, Israeli and British troops from Egyptian territory and subsequently observe demarcation lines and frontier in Sinai between Israeli and Egyptian forces. General Burns is appointed UNEF's Chief of Staff.*
- 1957** *Lester B. Pearson receives the Nobel Peace Prize for his contribution to UN peacekeeping efforts in the Middle East.*
- 1956-67** *Canada contributes signals and air transport units, numbering some 1,000 of the 6,000 troop total in UNEF-I.*
- 1967**
- June* *Six-Day War in Middle East; Israel occupies East Jerusalem, West Bank, Gaza, part of the Golan plateau and Sinai.*
- July* *Canada votes in favour of UN General Assembly Resolution 2253, which condemned the unilateral alteration by Israel of the status of Jerusalem.*
- October* *Canada, as a member of the UN Security Council, votes for Resolution 242, which recognizes the right of all states to exist within secure and recognized boundaries and the need for Israeli withdrawal from territories occupied in the recent conflict.*

1973

October

*The third Arab-Israeli War (the "Yom Kippur War") is followed by the establishment of UNEF-II, mandated to supervise Israeli-Egyptian ceasefire and troop withdrawals. UNEF-II was withdrawn in 1979 following the Camp David Accords. Canada contributed 1,150 men to the 6,000 troop force.*

*UN Security Council adopts Resolution 338, calling for the implementation of Resolution 242 and the start of "negotiations between the parties concerned under appropriate auspices aimed at establishing a just and durable peace in the Middle East." This principle has been a consistent feature of Canada's Middle East policy.*

1974

*UN Disengagement Observer Force (UNDOF) is put in place to control a neutral zone set up under the agreement establishing Israeli-Syrian disengagement in the Golan Heights following the 1973 war. This operation remains in place today, with 220 Canadian troops providing communication, logistic and technical services to the 1330 member force.*

October - November

*Canada abstains on UN Resolution 3210, inviting the PLO to participate in UN General Assembly deliberations, and opposes Resolution 3236, according PLO observer status in the General Assembly and all international conferences.*

1975

November

*Canada opposes UN resolution 3379, which states that zionism is a form of racism.*

1976

January

*Canada's SSEA, the Hon. Allan MacEachen, undertakes tour of Egypt, Saudi Arabia, Jordan, Iraq and Israel.*

1977

October *Canada's SSEA, the Hon. Don Jamieson, makes fact-finding mission to Egypt and Israel.*

1978

September *Camp David Accords: Peace Agreement between Egypt and Israel, leading to 1982 withdrawal of Israeli forces from Sinai. However, framework for addressing Palestinian problem ultimately produces no results.*

*Following Israeli invasion of southern Lebanon, UN Interim Force in Lebanon (UNIFIL) is established to confirm Israeli withdrawal and assist Lebanon restore effective authority in the region. Canada contributed 120 troops for the first six months.*

1980

February *Hon. Robert Stanfield submits his final report on Canadian relations with the Middle East and North Africa.*

1982

June *After Israeli invasion of Lebanon, the House of Commons adopts unanimous motion of support for UN Security Council Resolution 509, which called for the withdrawal of Israeli troops to the boundaries of Lebanon.*

1983

October *Canada's SSEA, Allan MacEachen, visits Syria, Egypt, Jordan, Lebanon and Israel.*

1985

*At the request of Israel and Egypt, Canada begins participation in Multinational Force and Observers (MFO), a peacekeeping force established in the Sinai Peninsula in 1982 under the Camp David Accords. Canada provided 8 helicopters crew and support until 1990, when the MFO initiated withdrawal of the helicopters as a cost-cutting measure. Currently 25 Canadians serve with this mission.*

1986

April

*Canada's SSEA, the Right Hon. Joe Clark, visits Jordan, Saudi Arabia, Egypt and Israel.*

December

*Canada supports call for convening of an international peace conference, if properly prepared, as a mechanism for concrete progress in a peace process.*

1987

November

*Palestinian uprising (Intifada) in territories occupied by Israel since 1967.*

1988

February

*House of Commons Standing Committee on External affairs visits Jordan, Egypt and Israel.*

December

*Canada abstains on UN General Assembly Resolution 43/177 concerning a Palestinian state; Palestinian state proclaimed by Palestine National Council at Algiers in November 1988 is not recognized by Canada.*

1989

March

*Canada's SSEA, the Right Hon. Joe Clark, announces lifting of restrictions on level of contact with the PLO, and Canadian support for the principle of Palestinian self-determination in the context of peace negotiations.*

*June President of Israel, Chaim Herzog, makes a state visit to Canada.*

*October His Majesty, King Hussein Bin Talal, of the Hashemite Kingdom of Jordan, makes a state visit to Canada.*

### 1990

*August-December Canada, as a member of the UN Security Council, votes in favour of Resolutions 660, 661, 662, 664, 665, 666, 667, 669, 670, 674, 677 and 678, in support of UN action to resolve the Gulf Crisis.*

*November Canada's SSEA, the Right Hon. Joe Clark, visits Turkey, Jordan, Egypt and Israel.*

### 1991

*January-March Canada participates in Coalition in support of UN action to resolve the Gulf Crisis. Canada provides \$500,000 in humanitarian aid through the Canadian Red Cross to its Israeli counterpart, Magen David Adom and 10,000 gas masks for distribution through UNRWA to Palestinians in the Occupied Territories.*

*March Canada's SSEA, the Right Hon. Joe Clark, visits Jordan, Israel, Saudi Arabia, Kuwait, Syria and Iran.*

*October Launched by the USA and the then-USSR, the first session of the Middle East peace conference takes place in Madrid. It brings together representatives of the Arab states, of Israel and of the Palestinians. Prime Minister Brian Mulroney announces Canada has accepted an invitation to participate to the multilateral phase of the conference.*

### 1992

*January Canada's cumulative total contribution to the UN Relief and Works Agency for Palestinian Refugees in the Near East (UNRWA) since 1949 exceed \$140 million.*

*The first session of the multilateral round of the Middle East peace negotiations takes place in Moscow. Canada's SSEA, the Hon. Barbara McDougall, leads the Canadian delegation.*



## **CANADA'S COMMITMENT TO PEACE AND STABILITY IN THE MIDDLE EAST**

*Peacekeeping has given Canada extensive and continuing contact with the Middle East since 1954. Indeed, Canada played a central role in defusing the Suez Crisis and introducing the modern-day concept of UN peacekeeping in 1956. Lester B. Pearson was awarded a Nobel Peace Prize for his involvement in that breakthrough. Canada has participated in every United Nations peacekeeping operation in the Middle East region.*

*Currently, Canada is participating in the following peacekeeping missions in the Middle East and Maghreb:*

- \* UN Truce Supervisory Organization (UNTSO): observing and reporting on 1948 armistice and violations in Egypt, Israel, Jordan, Lebanon and Syria; from 1954 to present; 19 Canadian personnel currently assigned.*
- \* United Nations Disengagement Observer Force (UNDOF): supervising Israeli-Syrian disengagement in Golan Heights; from 1974 to present; 224 Canadian personnel currently serving.*
- \* Multinational Force and Observers (MFO): monitoring disengagement zones between Israel and Egypt under Camp David Accords; from 1986 to present; 140 troop helicopter contingent served 1986-90; 24 Canadian personnel currently serving.*
- \* UN Iraq/Kuwait Observer Mission (UNIKOM): deployed in Kuwait in connection with Gulf War ceasefire; from May 1991 to present; 86 Canadian personnel currently serving.*
- \* United Nations Special Commission (UNSCOM): investigating Iraq's weapons of mass destruction pursuant Gulf War ceasefire agreements; Canadian personnel have participated in 12 out of some 25 international inspections in Iraq to date.*
- \* Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un referendum au Sahara Occidental (MINURSO): mandated to conduct a referendum on Western Saharan independence or integration with Morocco; 36 Canadian personnel currently serving.*

...2

*Previous UN Forces in the Middle East, in which Canada has participated are:*

	<i>LOCATION</i>	<i>DATES</i>	<i>MAXIMUM TROOP CONTRIBUTION</i>
<i>UN Emergency Force (UNEF-I)</i>	<i>Egypt</i>	<i>1956-67</i>	<i>1,007</i>
<i>UN Observer Group in Lebanon (UNOGIL)</i>	<i>Lebanon</i>	<i>1958-59</i>	<i>77</i>
<i>UN Yemen Observer Mission (UNYOM)</i>	<i>Yemen</i>	<i>1963-64</i>	<i>36</i>
<i>UN Emergency Force (UNEF-II)</i>	<i>Egypt (Sinai)</i>	<i>1973-79</i>	<i>1,145</i>
<i>UN Interim Force in Lebanon (UNIFIL)</i>	<i>Lebanon</i>	<i>1978 (Apr-Sep)</i>	<i>117</i>
<i>UN Iran/Iraq Military Observer Group (UNIIMOG)</i>	<i>Iran/Iraq</i>	<i>1988-91</i>	<i>510</i>

**PEACE IN THE MIDDLE EAST*****Regional Instability, Global Implications***

*The Middle East, straddling vital transportation links at the confluence of three continents, has long been a region of strategic importance. More recently, unrivalled concentrations of oil have bestowed on this region a vital role in the world economy. The persistent violence and conflict that have plagued the Middle East for over forty years, and the tragic human costs they have entailed, are thus naturally a critical concern for the entire international community.*

***The Arab-Israeli Conflict***

*The causes underpinning the problems of this region are many and complex. A central (though by no means the only) element has been the conflict between Israel and its Arab neighbours: a formal declaration of war has been upheld by most Arab states against Israel since its founding in 1948. Since the 1967 Six-Day War, this conflict has been entangled with controversy over the issue of the status of the Israeli-occupied territories in the West Bank, the Gaza Strip, the eastern sector of Jerusalem, and the Golan Heights, and the related question of the rights of the Palestinian people. Aside from the Camp David Accords and the Israel-Egypt peace agreement of 1979, leading to Israeli withdrawal from the Sinai in 1982, attempts to overcome these differences have repeatedly failed.*

***The Madrid Peace Process***

*The Madrid Peace Process, launched by the USA and the then-USSR on October 30, 1992, represents the latest effort to find solutions to the Arab-Israeli conflict, building on the opportunities inherent in the post-Gulf Crisis and post-Cold War era. For the first time since the creation of Israel, Madrid brought together at one table representatives of the Arab states, of Israel and of the Palestinians to address the question of peace. It crossed an even more critical threshold by setting in train a series of bilateral negotiations between Israel and its respective participating neighbours.*

*Two initial sessions of bilateral negotiations have now taken place, in December and January in Washington. If they are to succeed, these negotiations will inevitably be long and difficult, reflecting the depth of emotions on all sides and the compromises that must be made to ensure a durable peace.*



### *Multilateral Negotiations*

*The USA and Russia are now seeking to launch the next phase of the Madrid Process. Foreign Ministers from regional parties and selected parties from outside the region are invited to Moscow on January 28 "for the purpose of organizing multilateral negotiations on issues of regional concern."*

*Multilateral negotiations are viewed as a means to focus on issues that cross national boundaries, and affect the well-being of all people in the region. These talks should deal with a wide variety of regional questions whose solutions require concerted international efforts.*

*The first day of the Moscow meeting will be dedicated to speeches by Foreign Ministers and Heads of Delegation. The second day will be given over to the practical organization of future work on agreed subjects of common interest, as identified by Ministers. While the precise agenda has yet to be finalized, it is expected that attention will be focused at the outset on such issues as arms control, economic development, water and the environment.*

### *Canadian Approach*

*Canada, as one of the invited non-regional parties, will approach Moscow with the overriding aim of supporting the efforts of the cosponsors and all participants to move forward the overall peace process. Responsibility for resolving the Arab-Israeli conflict rests above all on the parties involved in the direct bilateral negotiations. The multilateral negotiations will be no substitute for those talks.*

*However, the multilateral negotiations may offer an opportunity for the parties to acquire a vision of the tangible benefits to be gained from an eventual overall political settlement - a more hopeful vision of the future for the Middle East. Canada, with its practical expertise in such areas as disarmament and water resource management, its longstanding experience in Middle East peace-keeping efforts, and its developed relations with parties throughout the region, hopes to contribute to the efforts of all participants to build such a future. To this end, the Secretary of State for External Affairs has exchanged letters and held discussions with USA State Secretary James Baker and other colleagues, and Canadian officials have consulted representatives of both regional and non-regional participants in preparation for Moscow.*



**BACKGROUND**

**DOCUMENTATION**

***CANADA'S BILATERAL RELATIONS  
AND INTERESTS IN THE MIDDLE EAST***

*Canada has over the past two decades developed a comprehensive network of bilateral relations with individual countries throughout the region of the Middle East and the Maghreb. These relations reflect intensely felt cultural and religious links to the region, as well as the direct ties of family and friendship binding thousands of Canadians with the people of the Middle East (over 250,000 people from the Middle East and Maghreb have resettled in Canada since WWII). Of growing importance are the increasingly complementary commercial interests shared by Canada and several countries in the region. Canada has a record of active involvement in UN diplomacy and peacekeeping operations in the Middle East.*

*In support of these interests, the government of Canada maintains diplomatic relations with all of the countries of the Middle East and Maghreb, and operates resident Embassies in Algeria, Egypt, Iran, Iraq (operations currently suspended), Israel, Jordan, Kuwait, Morocco, Saudi Arabia, Syria and Tunisia. Twelve Middle Eastern and Maghreb states operate Embassies in Canada.*

*Canada's substantial economic interests in the Middle East and Maghreb, which will benefit significantly from the maintenance of peace and evolution of stability in the region, are partially reflected in the attached trade statistics. The countries of this area comprise an export market of over \$1.5 billion for Canadian goods, and services bring the total to over \$2 billion.*

...2

**MIDDLE EAST TRADE STATISTICS**  
(*'000*)

CDN EXPORTS	DEC 1987	DEC 1988	DEC 1989	DEC 1990	OCT 1991
BAHRAIN	11,439	3,994	6,476	2,603	3,804
IRAN	168,093	140,166	299,102	355,508	254,556
IRAQ	119,636	191,444	258,109	118,041	0
ISRAEL	146,321	124,897	118,780	129,454	114,403
JORDAN	5,713	1,078	6,608	5,542	19,914
KUWAIT	20,133	22,526	20,743	34,283	330,855
LEBANON	10,139	13,948	6,637	7,805	10,754
OMAN	4,050	7,867	4,233	6,505	6,860
QATAR	3,616	5,687	5,375	4,720	7,208
SAUDI ARABIA	267,862	202,535	337,220	273,466	208,619
SYRIA	8,875	4,133	5,833	8,090	6,860
U.A.E.	22,292	23,604	32,083	29,127	24,404
YEMEN DEM. SOUTH	5,706	1,327	2,679	5,940	2,718
YEMEN NORTH	2,819	5,469	8,937	9,489	9,272
<b>TOTAL</b>	<b>909,004</b>	<b>887,924</b>	<b>1,234,888</b>	<b>1,115,314</b>	<b>1,000,227</b>

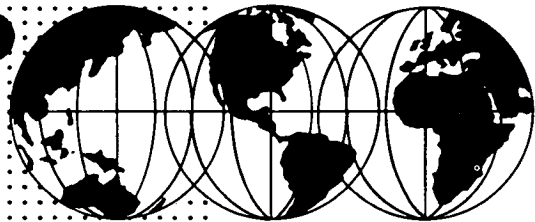
CDN IMPORTS	DEC 1987	DEC 1988	DEC 1989	DEC 1990	OCT 1991
BAHRAIN	1,649	7,396	7,222	9,062	1,887
IRAN	110,304	70,321	163,490	20,943	36,287
IRAQ	80,801	8,774	61,836	112,728	149
ISRAEL	116,355	124,579	148,878	124,505	102,638
JORDAN	587	183	283	583	268
KUWAIT	564	2,297	783	1,621	10
LEBANON	1,570	6,374	4,006	3,143	3,475
OMAN	4,380	49,617	57	156	3,179
QATAR	290	0	0	1,064	2,695
SAUDI ARABIA	175,134	95,407	253,248	634,718	415,028
SYRIA	439	300	152	63	13,795
U.A.E.	48,698	46,7650	36,207	58,050	22,546
YEMEN DEM. SOUTH	1,013	0	434	0	14,429
YEMEN NORTH	82	230	207	15,161	12,071
<b>TOTAL</b>	<b>621,121</b>	<b>393,060</b>	<b>687,724</b>	<b>991,324</b>	<b>628,457</b>

**CANADA/NORTH AFRICA TRADE**  
**('00,000)**

CDN EXPORTS	1987	1988	1989	1990	1991
ALGERIA	201.8	289.1	299.3	291.8	175.2 sep
EGYPT	85.4	73.7	61.2	75.3	92.5 oct
LIBYA	29.7	56.7	67.4	53.0	44.7 oct
MOROCCO	203.7	278.6	120.9	234.8	130.3 sep
TUNISIA	75.6	74.7	40.2	53.5	44.4 sep

CDN IMPORTS	1987	1988	1989	1990	1991
ALGERIA	28.2	17.3	29.8	62.0	36.6 sep
EGYPT	33.5	25.2	5.3	9.4	10.4 oct
LIBYA	0	5.2	5.5	0	0
MOROCCO	30.3	46.3	39.3	39.7	36.6 sep
TUNISIA	2.5	3.9	2.1	2.8	5.8 sep

# BACKGROUND TO DEVELOPMENT



Canadian development assistance in the Middle East was initiated in 1949 with our first contribution to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA). Since that time, over C\$650 million in development assistance has been directed to the Middle East through a range of programs.

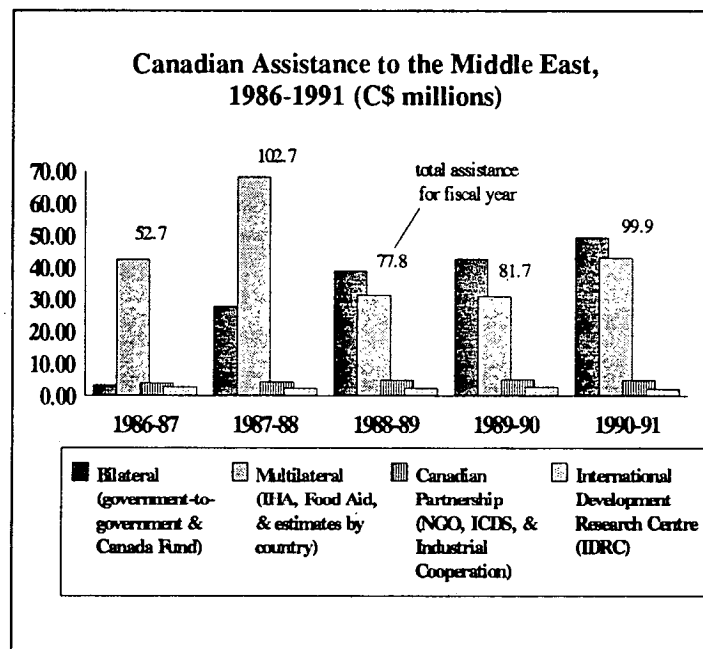
Canadian development assistance to the Middle East is channelled primarily through the Canadian International Development Agency (CIDA) while the International Development Research Centre (IDRC) encourages and supports research for development.

## CANADIAN DEVELOPMENT ASSISTANCE IN THE MIDDLE EAST

### Bilateral Programs

Canadian bilateral (government-to-government) assistance to the Middle East began with a program in Egypt in 1976. In 1986, Jordan became the second country in the region to have a significant bilateral assistance program. Canada's aid presence in the Middle East is also reflected through the **Canada Fund for Local Initiatives** (or Canada Fund). The Canada Fund complements CIDA's bilateral activities in the Middle East by supporting small projects which provide technical, economic, educational, cultural and/or social assistance to local populations. Administered by Canadian embassies in Amman, Ankara, Cairo, Damascus, Ryadh, and Tel Aviv (for the territories occupied by Israel), the Canada Fund is a rapid, flexible method of responding to local grass roots needs.

CIDA's **Industrial Cooperation Program** promotes cooperation between the Canadian private sector and developing countries through joint ventures, licensing agreements, long-term management contracts, and co-production agreements. Industrial Cooperation Program disbursements in the Middle East totalled C\$2.3 million in 1990-91.



**Institutional Cooperation and Development Services (ICDS)** projects foster linkages between Canadian and host country institutions in an effort to strengthen local capabilities and promote lasting partnerships. Support for ICDS projects in the Middle East totalled over C\$1.6 million in 1990-91.

### Canadian Partnership Programs

Canada currently supports 15 **Non-Governmental Organization (NGO)** projects in Jordan, Lebanon, Yemen, and the territories occupied by Israel. These projects focus on health, education, vocational training, agriculture and water resources. CIDA support for Canadian NGO assistance in the Middle East exceeded C\$1 million for 1990-91.

### Multilateral Programs

Canada's **Food Aid** assistance is intended to increase food availability during food shortages caused by natural or man-made disasters, to help alleviate

balance of payments deficits due to costly food imports and to offer basic nutritional supplement to vulnerable groups. Canada's food aid contribution to the Middle East for 1990-91 exceeded C\$5.3 million. Primary recipients of Canadian food aid in the Middle East have been Egypt, the territories occupied by Israel and Jordan.

Canada's **International Humanitarian Assistance (IHA)** is provided to victims of natural and man-made disasters through Canadian NGOs, international institutions and international NGOs. In response to appeals from international orga-

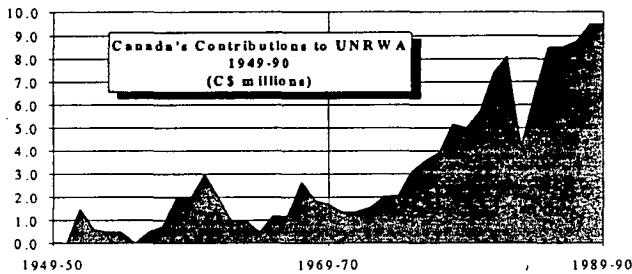


nizations such as UNICEF, UNRWA, the International Committee of the Red Cross and the World Council of Churches, Canada provided over C\$10.4 million in humanitarian assistance to the Middle East in 1990-91.

**United Nations Relief and Works Agency  
for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA)  
-A Focus of Canada's Humanitarian Assistance**

UNRWA was founded in 1948 as a subsidiary agency of the United Nations General Assembly to provide basic education, health, and relief and social services to 2.4 million registered Palestinian refugees in Jordan, Syria, Lebanon, and the territories occupied by Israel.

Canada has consistently supported UNRWA and has been contributing to its relief efforts since 1949. Canada's cumulative contributions to UNRWA exceed C\$140 million.



**Petro Canada International Assistance Corporation (PCIAC)**

The Petro-Canada International Assistance Corporation (PCIAC) was established in 1981 to help developing countries reduce their dependence on imported oil, primarily supporting the exploration and development of indigenous petroleum reserves. In the Middle East, PCIAC has been active only in Jordan where since 1987, Canada has provided petroleum specialists, services, equipment and training to the Natural Resources Authority (NRA). The Canadian Government dissolved PCIAC in 1991 and transferred its responsibilities to CIDA. By 1994, total CIDA/PCIAC assistance to Jordan will have reached C\$47.1 million.

**International Development Research Centre (IDRC)**

IDRC was created by Parliament in 1969 to foster research on the issues facing the developing world. IDRC has been involved in the Middle East since 1982 and currently supports activities in Egypt, the territories occupied by Israel, Jordan, Lebanon, Syria, Turkey, and Yemen. Through IDRC, Canada contributed C\$2.26 million to support development in the Middle East in 1990-91.

**Canadian Development Assistance  
(C\$ millions)**

	1989-90	1990-91
Egypt	37.7	46.5
Occupied Territories	1.3	4.2
Jordan	22.9	24.8
Lebanon	3.6	2.9
Other (Syria, Iran, Iraq, Turkey, Yemen)	14.8	21.1

**Canada's Gulf Crisis Response**

The Gulf Crisis of 1990-91 had serious repercussions for several developing countries in the Middle East region and beyond. In immediate response to this crisis, Canada made available a C\$77.5 million package of emergency assistance including support for the relocation and reintegration of displaced workers and their families, contributions to international agencies involved in refugee relief and additional development assistance for Jordan, Egypt and Turkey as the countries most seriously affected by crisis-related inflows of refugees and returnees. This package will be fully implemented by the end of the 1991-92 fiscal year.

In addition to the emergency assistance package, Canada has also put in place a C\$46.75 million program of post Gulf humanitarian and economic assistance. To be implemented over a period of several years, this program is intended to further assist the most seriously affected countries through food aid and humanitarian assistance and expanded development cooperation programs.

**The Middle East Peace Conference**

In response to an invitation from the co-sponsors, Canada will participate in the multilateral phase of the Middle East Peace Conference. This conference will help to address certain broad regional questions and those requiring the assistance of the international community. Canada will play a constructive and supportive role, drawing on its considerable experience and expertise in multilateral negotiations and in regional development.

**For further information, please contact:**

CIDA, Communications Branch  
200 Promenade du Portage  
Hull, Québec K1A 0G4

Phone: (819) 953-6060